



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

Procédure n°03_26

« REHABILITATION PARTIELLE DES LOCAUX DE LA CAISSE NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALE A RDC POUR LA CREATION DE BUREAUX » - 5 lots

- Lot 1 : Démolition – gros œuvre – maçonnerie
- Lot 2 : Menuiserie extérieures – serrurerie
- Lot 3 : Platerie- isolation – plafond – menuiserie intérieure – peinture – revêtement de sols
- Lot 4 : Electricité Cfo/Cfa
- Lot 5 : Chauffage – plomberie – sanitaires – ventilation

Janvier 2026

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - NATURE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES.....	5
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 6 - DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 7 - LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 8 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE.....	7
ARTICLE 9 - PRÉPARATION DES TRAVAUX.....	8
ARTICLE 10 - EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	9
ARTICLE 11 - ORGANISATION DU CHANTIER ET DES TRAVAUX.....	9
ARTICLE 12 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ.....	11
ARTICLE 13 – CLAUSE DE REEXAMEN	12
ARTICLE 14 – ÉLÉMENTS À FOURNIR	12
ARTICLE 15 - AUTOCONTROLES ET OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION ET RECEPTION DES TRAVAUX	12
15.1.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION	13
15.1.2 DECISION DE RECEPTION.....	13
ARTICLE 16 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXÉCUTION	13
ARTICLE 17 - INTERVENANTS DES PARTIES ET TIERS INTERVENANTS SUR LE CHANTIER.....	14
17.1 REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR	14
17.2 INTERVENANTS DU TITULAIRE.....	14
17.2.1 ÉQUIPE DU TITULAIRE.....	14
17.2.2 RÉALISATION DES PRESTATIONS PAR LES PROFILS DÉCRITS DANS L'OFFRE DU TITULAIRE.....	15
17.2.3 STATUTS DU PERSONNEL	16
17.3 TIERS INTERVENANTS SUR LE CHANTIER.....	16
17.3.1 MAÎTRE D'ŒUVRE.....	16
17.3.2 CONTRÔLEUR TECHNIQUE	16
ARTICLE 18 - DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	19
19.1 OBLIGATIONS GÉNÉRALES	19
19.2 OBLIGATIONS DE SECRET PROFESSIONNEL, DE DISCRETION PROFESSIONNELLE ET DE CONFIDENTIALITÉ	20
ARTICLE 20 - PÉNALITÉS	22
20.1 PÉNALITÉS POUR RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX, POUR MISE À DISPOSITION – OPR / LEVÉE DE RÉSERVES	22
20.2 PÉNALITÉS POUR ABSENCE AUX RÉUNIONS DE CHANTIER.....	22
20.3 PÉNALITÉS POUR RETARD DANS LA FOURNITURE DE DOCUMENTS	22
20.4 PÉNALITÉS POUR RETARD DANS LES OPERATIONS DE FIN DE CHANTIER / NETTOYAGE DE CHANTIER.....	23
20.5 PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA SIGNALISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER	23
ARTICLE 21 - PRIX.....	23
21.1 PRIX DU MARCHÉ.....	23

21.2 REVISION DES PRIX	25
ARTICLE 22 - MODALITES DE REGLEMENT	26
22.1 AVANCES	26
22.2 ACOMPTES MENSUELS.....	27
22.2.1 DEMANDES DE PAIEMENT MENSUELLES - PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS	27
22.2.2 ETATS D'ACOMPTES MENSUELS	27
22.3 DECOMPTE FINAL - DECOMPTE GENERAL - SOLDE.....	27
22.3.1 PROJET DE DECOMPTE FINAL	27
22.3.2 DECOMPTE GENERAL - SOLDE.....	28
ARTICLE 23 - REGIME FINANCIER	29
23.1 EMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENT	29
23.2 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	30
23.2.1 POINT DE DEPART DU DELAI DE PAIEMENT	30
23.2.2 SUSPENSION DU DELAI DE PAIEMENT	30
23.2.3 INTERETS MORATOIRES ET INDEMNITE FORFAITAIRE POUR FRAIS DE RECOUVREMENT	31
23.2.4 DELAI DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT DIRECT	31
23.2.5 MODALITES DE PAIEMENT	31
ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE	32
ARTICLE 25 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE.....	33
25.1 VERIFICATIONS PERIODIQUES DE LA REGULARITE DE LA SITUATION DU TITULAIRE	33
25.2 SANCTION EN CAS D'IRREGULARITES CONSTATEES.....	34
ARTICLE 26 - ASSURANCES.....	34
ARTICLE 27 - GARANTIES	35
27.1 GARANTIES FINANCIERES	35
27.1.1 RETENUE DE GARANTIE	35
27.1.2 GARANTIES DE SUBSTITUTION : GARANTIE A PREMIERE DEMANDE OU CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	36
27.2 GARANTIES DE PARFAIT ACHEVEMENT, DE BON FONCTIONNEMENT ET DECENNALE.....	37
ARTICLE 28 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	37
ARTICLE 29 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE.....	38
29.1 CHANGEMENT ENTRAINANT LA CREATION D'UNE NOUVELLE PERSONNE MORALE (CLAUSE DE REEXAMEN) .	38
29.2 CHANGEMENT ENTRAINANT LA MODIFICATION DU GROUPEMENT TITULAIRE (CLAUSE DE REEXAMEN)	39
ARTICLE 30 - CONDITIONS DE RESILIATION ET DE LIQUIDATION DES PRESTATIONS.....	39
30.1 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	39
30.2 RESILIATION SANS FAUTE DU TITULAIRE	40
30.3 OPERATIONS DE LIQUIDATION	41
ARTICLE 31 - REGLEMENT DES LITIGES.....	41
ARTICLE 32 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX.....	42

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la réhabilitation partielle du rez-de-chaussée des locaux de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) du site de Dijon, en vue de la création de bureaux.

Référence du dossier : **03_26**

Il est composé de cinq (5) lots :

- Lot 1 - Démolition - gros œuvre - maçonnerie
- Lot 2 - Menuiseries extérieures - serrurerie
- Lot 3 - Platerie- isolation - plafond - menuiserie intérieure - peinture - revêtements de sols
- Lot 4 - Electricité Cfo/Cfa
- Lot 5 - Chauffage - plomberie - sanitaires

Chacun des cinq (5) lots est considéré comme un marché à part entière.

Le présent CCAP est applicable aux cinq (5) lots.

Les travaux et prescriptions techniques sont spécifiquement décrits dans les CCTP respectifs de chacun des cinq (5) lots, ainsi que dans le CCTP, commun à tous les lots.

ARTICLE 2 - NATURE DU MARCHÉ

Le présent marché est un marché public de travaux.

Il est passé selon une procédure adaptée en raison de son montant inférieur au seuil européen de recours à la procédure formalisée, conformément aux articles L. 2123-1 1° et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les soumissionnaires sur l'ensemble des éléments de l'offre, ou d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 3 - PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- d'une part, la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) désignée dans les documents du marché par l'expression « le pouvoir adjudicateur » ou « le maître d'ouvrage » et représentée par son Directeur Monsieur Nicolas Grivel ou son représentant ;
- d'autre part, le titulaire du marché désigné dans les documents du marché par l'expression « le titulaire », « l'entreprise » ou « l'entrepreneur ».

L'exécution du présent marché nécessite l'intervention d'un « maître d'œuvre », désigné comme tel dans les documents du marché.

Le maître d'œuvre n'est pas partie au présent marché de travaux.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS GENERALES

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur de la Cnaf ou son représentant.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est Monsieur le Directeur de la Cnaf.

Le comptable public assignataire prévu aux dispositions de l'article R. 2191-62 du code de la commande publique est le Directeur comptable et financier. Il assure tous les règlements de sommes dues au titre du présent marché. Toutes les oppositions éventuelles doivent lui être adressées.

Sauf disposition expresse contraire, toutes les décisions mentionnées dans le présent marché sont prises par le Directeur de la Cnaf ou son représentant. Elles sont notifiées par tout moyen permettant de donner date certaine à leur réception par le titulaire.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Pour chacun des cinq (5) lots, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 03_26;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 03_26 commun à tous les lots et ses annexes ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) n° 03_26 propres à chaque lot et leurs annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément à l'article 9 ci-dessous, comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- l'offre technique (composée du CRT et du mémoire technique le cas échéant) et financière (prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire).

Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) est communiqué au titulaire en début de marché.

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Aucune réserve apportée aux pièces désignées ci-dessus n'est admise.

Toute clause figurant dans la documentation du titulaire, contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché.

ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHÉ

La durée du marché comprend la période de préparation des travaux, le délai d'exécution des travaux respectivement définis aux articles 6.1 et 6.2 ci-dessous ainsi que le délai de la garantie de parfait achèvement.

Au total, la durée d'exécution du marché, tous lots confondus, est estimée à **vingt-trois (23) mois**.

6.1. Préparation des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la période de préparation est d'une durée d'**un (1) mois**.

Elle débute à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation des travaux.

6.2 Exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Le délai contractuel d'exécution des travaux est arrêté par le maître d'œuvre, en concertation avec le titulaire du lot concerné, durant la période de préparation des travaux, conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessous.

Un ordre de service est adressé par le maître d'œuvre au titulaire, précisant la date à laquelle démarre le délai d'exécution des travaux.

Les travaux s'achèvent à la date retenue pour la réception des travaux.

A titre indicatif et non contractuel, le délai d'exécution des travaux est estimé à **dix (10) mois**.

6.3 Délai de la garantie de parfait achèvement

Le délai de la garantie de parfait achèvement est de **douze (12) mois**, à compter de la date retenue pour la réception des travaux.

Il peut, le cas échéant, être prolongé dans les conditions telles que prévues à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 7 - LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché sont exécutées sur le site de la Cnaf à Dijon, situé au 22 rue Nodot, 21000 Dijon.

ARTICLE 8 - UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'exécution du présent marché se déroulent en français.

Tous les livrables attendus doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 9 - PREPARATION DES TRAVAUX

Le marché débute par une période de préparation, laquelle précède l'exécution des travaux.

Conformément à l'article 6.1 ci-dessus, la période de préparation des travaux :

- débute à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage des prestations pour une durée d'un (1) mois ;
- peut être prolongée, le cas échéant, par ordre de service du maître d'œuvre.

La préparation des travaux comprend :

- une réunion de lancement ;
- la réalisation par le titulaire des études d'exécution telles que décrites dans le CCTP (articles « Documents à fournir » et « Etude technique et plans »).

A ce titre, il fournira *a minima* :

- les plans d'études ;
- les calculs relatifs aux contraintes de ses travaux.

Ces éléments seront soumis aux visas du Contrôleur technique et du maître d'œuvre, ainsi qu'à celui des entreprises dont les ouvrages ont un lien avec celui du lot concerné.

L'obtention *a minima* du visa du maître d'œuvre est une condition *sine qua non* au démarrage des travaux ;

- L'élaboration du calendrier détaillé d'exécution : le calendrier détaillé d'exécution, comprenant les délais d'exécution de chaque lot, est arrêté par le maître d'œuvre, en concertation avec le titulaire.

Le calendrier détaillé d'exécution indique la durée prévue pour les travaux dont le titulaire a la charge, de la date de début à la date de réception des travaux.

Il est notifié au titulaire par le maître d'œuvre par ordre de service.

Les délais d'exécution mentionnés dans le calendrier détaillé d'exécution sont exprimés en jours ouvrés.

- la réalisation de l'inspection commune avant travaux ;

- la rédaction et la mise en œuvre des plans et mesures nécessaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, conformément aux instructions du coordonnateur SPS ;
- la conclusion de la convention de compte prorata par les titulaires des cinq lots ;
- la présentation par le titulaire au maître d'ouvrage d'un échantillonnage complet des matériels à mettre en œuvre ;
- l'ouverture du registre de chantier ;
- les déclarations de sous-traitants.

ARTICLE 10 - EXECUTION DES TRAVAUX

L'exécution des travaux débute à compter de la notification au titulaire par le maître d'œuvre de l'ordre de service de démarrage des travaux.

Le titulaire exécute les travaux tels qu'ils sont décrits dans le CCTP commun à tous les lots, référencé n 03_26 et dans le CCTP du lot qui lui est attribué et précisés dans les études d'exécution visées conformément aux stipulations de l'article 9 ci-dessus.

Le titulaire exécute les travaux dans les délais tels qu'arrêtés pendant la période de préparation des travaux et notifiés par ordre de service.

En cours de travaux, le titulaire fournit tous les documents demandés dans les CCTP.

ARTICLE 11 - ORGANISATION DU CHANTIER ET DES TRAVAUX

11.1 Installations de chantier

Les installations communes de chantier sont à la charge du titulaire du lot 1, qui les met en œuvre conformément aux dispositions du CCTP relatif au lot 1 et aux prestations d'installation de chantier.

Les frais afférents aux installations communes de chantier sont compris dans le prix forfaitaire du lot 1.

L'arrivée électrique sera réalisée par le titulaire du lot 4 et par le titulaire du lot 1, chacun en ce qui lui incombe conformément aux CCTP propres à chaque lot.

Le titulaire du lot 1 aura également, à sa charge, l'alimentation provisoire en eau.

Outre ces installations communes, les titulaires de chaque lot doivent les installations spécifiques, nécessaires à la réalisation des travaux qui leur incombent, et ce à leurs frais.

11.2 Nettoyage

Les titulaires des différents lots sont chacun en charge du nettoyage du chantier et de ses abords, notamment au droit de leurs ouvrages, afin de maintenir les lieux en parfait état.

11.3 Compte prorata

Les dépenses d'intérêt commun qui ne sont pas affectées à un lot en particulier sont inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer durant la période de préparation des travaux.

Chaque entreprise concernée doit inclure dans son offre, sa participation au compte prorata (taux fixé à 2,5%). Ce taux doit être intégré dans les prix unitaires ou ensembles des offres.

Les modalités de gestion et de règlement de compte-prorata sont fixées par une convention spéciale conclue entre les entreprises participant au chantier.

Le compte prorata est établi, géré et réglé par les titulaires des cinq (5) lots sous la responsabilité du titulaire du lot 1.

11.4 Gestion des déchets de chantier

Les titulaires des différents lots ont en charge la gestion des déchets provenant de leurs propres travaux.

Chaque titulaire devra le nettoyage journalier du chantier et de son poste de travail, avec enlèvement de ses déchets selon le principe du tri sélectif et dépôt dans les bennes prévues à cet effet.

11.5 Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordres

Outre les mesures prévues dans le CCTP relatif au lot le concernant, le titulaire met en œuvre les mesures prescrites à l'article 31.4 du CCAG Travaux et se conforme aux consignes éventuelles du coordonnateur SPS.

11.6 Obligations spécifiques au site et à la crise sanitaire

Le titulaire se conforme, ainsi que ses préposés, pendant leur présence dans les locaux du maître d'ouvrage, au règlement intérieur du site et aux règles de sécurité et d'accès en vigueur dans les locaux.

Il fournit une liste de son personnel susceptible de travailler sur le chantier pour l'établissement des badges d'accès.

Le titulaire s'engage à respecter les règles d'identification (port du badge) et les éventuelles règles spécifiquement mises en place dans le cadre d'une crise sanitaire.

L'ensemble de ces règles doivent également être respectées par les sous-traitants.

ARTICLE 12 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ

Les modifications en cours de marché sont régies par les dispositions du CCAG-Travaux.

En particulier :

- le règlement du prix des travaux supplémentaires ou modificatifs est mis en œuvre dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG Travaux ;
- les règles applicables en cas d'augmentation ou de diminution du coût des travaux sont celles prévues par les articles 14 et 15 du CCAG Travaux ;
- les changements dans l'importance des ouvrages interviennent dans les conditions fixées aux articles 17.1 et 17.3 du CCAG Travaux ;
- les modifications éventuelles des dispositions techniques du marché sont apportées dans les conditions prévues par l'article 30 du CCAG Travaux.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE REEXAMEN

La présente clause de réexamen est prévue conformément aux dispositions de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

Elle porte sur :

- la nature des travaux ;
- les adaptations techniques en cas d'évolutions réglementaires.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de les modifier ou de les ajouter en cours de marché.

La mise en œuvre de la présente clause fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire en cours de marché.

Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les deux parties et sont actées par voie d'avenant.

ARTICLE 14 - ELEMENTS A FOURNIR

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire réalise et fournit les livrables prévus dans le CCTP propre au lot qui lui est attribué.

Les adresses électroniques et physiques auxquelles les livrables doivent être adressées par le titulaire lui seront indiquées au début de la période de préparation des travaux.

Ces livrables devront être adressés sous format électronique au maître d'œuvre, au maître d'ouvrage et au bureau de contrôle.

ARTICLE 15 - AUTOCONTROLES ET OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION ET RECEPTION DES TRAVAUX

15.1 Autocontrôle

Au cours des travaux, et avant les opérations préalables à la réception, le titulaire contrôle de lui-même la qualité, le bon fonctionnement de ses ouvrages ainsi que la conformité de ses prestations aux stipulations du CCTP correspondant et aux études d'exécution.

Ces autocontrôles sont mis en œuvre dans les conditions fixées par les CCTP du présent marché.

15.2 Opérations préalables à la réception et décision de réception

15.1.1 Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception sont organisées selon les modalités définies par le CCAG-Travaux et par les CCTP. En particulier :

- la demande de réception des travaux est soumise à l'article 41.1 du CCAG-Travaux ;
- le déroulement des opérations préalables à la réception des travaux et l'établissement du procès-verbal se font conformément à l'article 41.2 du CCAG-Travaux.

15.1.2 Décision de réception

La réception des travaux et la levée des réserves sont organisées selon les modalités définies par le chapitre 5 du CCAG-Travaux. En particulier :

- le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception, de non-réception ou de réception avec réserves, et arrête la date de réception des travaux conformément à l'article 41.3 du CCAG-Travaux ;
- les réserves éventuelles doivent être levées dans les conditions fixées à l'article 41.6 du CCAG-Travaux ;
- une décision de réception avec refaction peut être prise dans les conditions définies à l'article 41.7 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 16 - PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

16.1 Prolongation de la durée de la période de préparation des travaux

La période de préparation des travaux peut être prolongée par ordre de service du maître d'œuvre lorsque les raisons nécessitant cette prolongation ne sont pas imputables au titulaire.

L'ordre de service indique la durée du délai prolongé.

16.2 Prolongation des délais d'exécution des travaux

Le titulaire peut demander une prolongation du délai d'exécution des travaux lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait :

- d'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance des travaux initialement prévus ;
- d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;

- d'une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier ;
- d'un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- d'un retard dans l'exécution des travaux imputable au titulaire d'un autre lot.

L'importance de la prolongation ou du report est proposée par le maître d'œuvre après avis du titulaire, et décidée par le représentant du pouvoir adjudicateur qui la notifie au titulaire.

Par ailleurs, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés.

Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée.

La durée de la prolongation est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries.

Dans tous les cas, le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

ARTICLE 17 - INTERVENANTS DES PARTIES ET TIERS INTERVENANTS SUR LE CHANTIER

17.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage désigne, dès la notification du marché, une personne physique, habilitée à la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché et pour toute sa durée.

En cas de changement de représentant, le maître d'ouvrage informe le titulaire dans les plus brefs délais afin de lui communiquer les informations sur le nouveau représentant.

17.2 Intervenants du titulaire

17.2.1 Equipe du titulaire

En vue de l'exécution des prestations, le titulaire prévoit une équipe en mesure de couvrir l'intégralité de son champ d'intervention dans les délais contractuels.

A ce titre, les profils mobilisés pour la réalisation des prestations doivent être en mesure d'assurer les études d'exécution, l'exécution des travaux ainsi que la levée des réserves.

Le titulaire désigne un technicien responsable de la gestion de projet (chef de chantier), chargé de le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Le technicien responsable de la gestion de projet est :

- l'interlocuteur unique du titulaire auprès du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage ;
- présent lors des réunions de chantier ;
- en charge du pilotage de l'équipe affectée par le titulaire à l'exécution du marché et de la supervision des travaux ;
- en charge des relations avec les autres lots ;
- de la gestion des éventuels sous-traitants.

Le chef de chantier est continuellement présent sur le chantier

17.2.2 Réalisation des prestations par les profils décrits dans l'offre du titulaire

La présence effective des profils des membres de l'équipe projet, tels que décrits dans l'offre du titulaire, pour l'exécution des prestations relevant de leurs responsabilités, pendant toute la durée du marché, constitue un élément substantiel du marché.

Ces profils, sauf cas de force majeure, sont affectés à la réalisation des prestations pour toute la durée du marché.

Si une ou plusieurs de ces personnes ne sont plus en mesure de réaliser les prestations, objet du marché, le titulaire en avise immédiatement le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage et prend toutes les mesures pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, il est tenu de désigner, dans les plus brefs délais, un remplaçant de niveau équivalente et d'en communiquer l'identité ainsi que les titres d'études ou de formations au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'une semaine, à compter de la communication des éléments susmentionnés, pour agréer, après avis du maître d'œuvre, l'intervenant remplaçant. Passé ce délai, il est réputé l'avoir accepté.

La mise en œuvre des stipulations du présent article ne peut entraîner aucun coût supplémentaire pour le maître d'ouvrage.

17.2.3 Statuts du personnel

Le titulaire s'engage à remplir seul ses obligations d'employeur vis-à-vis de son personnel ou des personnes extérieures qu'il estime devoir mobiliser comme intervenants, dans le cadre du présent marché.

Les intervenants demeurent placés sous l'autorité du titulaire en particulier pour les interventions exécutées sur le site du maître d'ouvrage.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les membres de l'équipe chargée de l'exécution du marché pendant la durée de la prestation relève du titulaire.

17.3 Tiers intervenants sur le chantier

17.3.1 Maître d'œuvre

Pour la réalisation de l'opération, le maître d'ouvrage a désigné un maître d'œuvre la société ARCHITECTURES VINCENT BILLARD, chargée de la direction des travaux et d'assistance au maître d'ouvrage. A ce titre, elle est l'interlocuteur du titulaire.

Les coordonnées du maître d'œuvre figurent en page de garde des CCTP.

Concernant la phase travaux, le maître d'œuvre s'est vu confier les missions suivantes :

- DET : direction de l'exécution des marchés de travaux ;
- AOR : assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement ;
- CSPS : coordination de la sécurité et de la protection de la santé ;
- OPC : ordonnancement, pilotage et coordination

Le titulaire se conforme aux instructions, aux avis et aux ordres de service du maître d'œuvre et se rend aux réunions de chantier convoquées par ce dernier.

17.3.2 Contrôleur technique

L'opération est soumise aux avis du contrôleur technique, également dénommé bureau de contrôle.

Le bureau de contrôle intervient dans la présente opération conformément aux dispositions de l'article L. 125-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation.

Le bureau de contrôle est la société SOCOTEC Construction, dont les coordonnées seront communiquées au titulaire lors de la réunion de lancement.

Le titulaire se conforme aux avis et observations émises par le bureau de contrôle.

ARTICLE 18 - DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

La cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle attachés aux livrables réalisés par le titulaire au titre du présent marché (études d'exécutions, dossier des ouvrages exécutés, etc., à l'exception de la convention de compte prorata) est faite à titre exclusif, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés au pouvoir adjudicateur et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations. Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit. Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation, demeurent à la charge exclusive du titulaire.

Elle est valable pour tous les pays du monde, sans exception, où ils font l'objet d'une protection, en toutes langues, pour tout le temps que dureront les droits de propriété intellectuelle légale des droits d'auteur ou de leurs ayants droit et des droits voisins, d'après les législations tant françaises qu'étrangères et les conventions internationales, actuelles et futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée, ainsi que sous toutes formes ou toutes présentations et par tous procédés.

La présente cession est faite selon les formes prescrites par le droit de la propriété intellectuelle notamment à l'article L. 132-7 alinéa 1^{er} du code de la propriété intellectuelle et entendu de la façon la plus large possible quant à leur domaine d'exploitation, selon les termes de l'article L. 131-3 al. 1^{er} de ce code.

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, le pouvoir adjudicateur dispose des droits patrimoniaux d'exploitation, de reproduction, de représentation et de distribution afférents aux livrables, ainsi que des droits d'utilisation, d'incorporation, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution, de traduction et de diffusion à des tiers, en tout ou partie, en l'état ou modifié, de la manière la plus large et sur tous supports, tels que la documentation, le papier, les supports informatiques ou cédérom ou DVD ou Divx ou clefs USB et par tous procédés d'exploitation comme l'Internet, l'Intranet, l'Extranet, par réseau hertzien, par câble, par satellite, par télétransmission, par télécommunication, par impression, par

télécopie, par transmission électronique, par messagerie électronique ou par réseau informatique.

Particulièrement :

- le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les livrables, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données ;
- le droit de représentation, de distribution et de diffusion comporte notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des livrables, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (tels que présentation publique, publication sur tout support imprimé, informatique, magnétique, optique, numérique ou électronique, ainsi que sur tout support permettant de stocker de manière transitoire ou permanente des informations et données, publication sur Internet, Intranet, Extranet, transmission électronique, par messagerie électronique, sur réseaux informatiques et télécommunication, etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, notamment, le cas échéant, en vue d'une exploitation commerciale ;
- le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des livrables, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé ;
- le droit de traduction s'entend du droit de traduire ou de faire traduire les livrables en toutes langues ;
- les droits d'incorporation, de modification, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution sont exercés en fonction des besoins du pouvoir adjudicateur ou de ses partenaires. Ces droits s'inscrivent dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi, au titre du présent article, le pouvoir adjudicateur.

Les droits cédés au pouvoir adjudicateur sont exploités dans le respect des droits moraux du ou des auteurs.

Le droit de modification susvisé s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont est investi le pouvoir adjudicateur.

Garantie en cas de revendication d'un tiers

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des livrables réalisés et qu'il n'a concédé sur ces livrables aucun droit au profit d'un tiers.

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés au pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser la revendication.

Pour la garantie contre les revendications de tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché, il est fait application de l'article 45 du CCAG Travaux.

ARTICLE 19 - OBLIGATIONS DES PARTIES

19.1 Obligations générales

De manière générale, le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

Le titulaire doit donner au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage une visibilité sur l'état d'avancement des travaux qu'il réalise. A ce titre, il signale immédiatement toute difficulté rencontrée ou tout retard prévisible dans la réalisation des prestations.

Le titulaire est également astreint à une obligation générale d'information, de conseil, d'alerte et de recommandations envers le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Il réalise les prestations objet du présent marché dans les délais d'exécution des travaux tels qu'arrêtés durant la période de préparation des travaux, conformément à l'article 9 ci-dessus.

Le titulaire participe aux réunions de chantier.

Il s'engage à fournir toute information demandée et à prendre compte des observations et recommandations formulées par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

Le titulaire s'engage par ailleurs à s'informer sur les travaux des autres lots et à prendre en compte les impacts que lesdits lots peuvent avoir sur ses propres prestations.

Il s'engage également à entretenir avec les titulaires des autres lots des relations permettant de faciliter la réalisation des travaux.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément à l'article 30.1 du présent CCAP.

Par ailleurs, si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux ordres de services du maître d'œuvre, le pouvoir adjudicateur peut mettre en œuvre les mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

19.2 Obligations de secret professionnel, de discrétion professionnelle et de confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal), à l'obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, informations traitées et décisions de toute nature et renseignements fournis par le pouvoir adjudicateur, auxquels le titulaire a accès et n'appartenant pas au domaine public, à quelque titre que ce soit, au cours de l'exécution du présent marché, sont considérés comme secrets au sens de l'article 226-13 du code pénal.

Le titulaire s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents relatifs au marché à des tiers, sans l'accord du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques et informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents, supports d'informations, données qui lui sont confiés à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations du présent marché sans accord préalable du pouvoir adjudicateur ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le personnel du pouvoir adjudicateur chargé de l'exécution du marché ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;

- prendre toutes mesures de sécurité notamment matérielle permettant la conservation et l'intégrité des documents, fichiers informatiques et informations traités ou utilisés dans le cadre du présent marché et prendre toutes mesures permettant d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne pas accéder aux informations stockées dans les fichiers du pouvoir adjudicateur, hors de son périmètre d'intervention sans son accord exprès et à porter à sa connaissance les cas où, au cours de son intervention, il aurait accédé fortuitement à ces informations ;
- ne conserver aucune copie des documents ou fichiers confiés par le pouvoir adjudicateur, à l'issue du marché et de produire une déclaration dûment signée par une personne habilitée à représenter le titulaire attestant de ladite destruction ;
- effectuer le transfert de données confidentielles vers un système de messagerie externe de façon sécurisée ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations notamment de développement et de maintenance des logiciels et du matériel informatique utilisés dans le cadre du présent marché.

L'utilisation, par le titulaire, du nom Cnaf appliqué à quelque fin que ce soit, et la référence au présent marché sont subordonnées à l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Pour ce faire, il conclut avec ses sous-traitants un engagement de sécurité et de confidentialité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ces obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 30.1 du présent CCAP.

La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement de l'article 226-5 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'elle recevrait de celui-ci.

ARTICLE 20 - PENALITES

Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

20.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux, pour mise à disposition - OPR / levée de réserves

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/3 000 du montant HT de l'ensemble du marché.

Ce montant est celui du marché initial, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre informe le titulaire de ce retard par tout moyen permettant de donner date certaine.

20.2 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Il sera appliqué une pénalité de **150 Euros HT** pour toute absence en réunion de chantier injustifiée par l'entreprise.

20.3 Pénalités pour retard dans la fourniture de documents

Il sera appliqué une pénalité de **100 Euros HT** par jour ouvré de retard dans la fourniture des documents d'exécution tels que demandés.

20.4 Pénalités pour retard dans les opérations de fin de chantier / nettoyage de chantier

Il sera appliqué une pénalité de **200 Euros HT** par jour de retard dans la réalisation des opérations de fin de chantier / nettoyage de chantier.

Cette pénalité est encourue du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre informe le titulaire de ce retard par tout moyen permettant de donner date certaine.

20.5 Pénalités pour non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier

Il sera appliqué une pénalité de **100 Euros HT** pour tout non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour le pouvoir adjudicateur, de résilier le marché dans les conditions définies à l'article 29.1 ci-après.

ARTICLE 21 - PRIX

21.1 Prix du marché

Forme du prix :

Le prix du marché est forfaitaire.

Type du prix :

Les prix sont révisables dans les conditions prévues à l'article 21.2 ci-dessous.

Contenu des prix :

Le prix des travaux figure dans la décomposition de prix global et forfaitaire propre à chaque lot.

Il est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Il est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux.

Il comprend notamment tous les frais relatifs à :

- la période de préparation des travaux et notamment à la réalisation des études d'exécution ;
- l'approvisionnement en matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux ;
- la main d'œuvre nécessaire à la réalisation des travaux ;
- les installations de chantier et la gestion des déchets, dans les conditions de l'article 11 du présent CCAP ;
- l'autocontrôle de ses prestations par le titulaire ;
- la préparation du DOE et des opérations préalables à la réception ;
- toutes les sujétions résultant de l'application des observations émises par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle en cours de chantier ;
- la rédaction, la reprographie et la livraison des livrables attendus ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle des livrables réalisés en cours de marché ;
- le cas échéant, à la coordination et au contrôle de ses sous-traitants par le titulaire, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles ;
- la levée des réserves et aux travaux de reprises effectués durant l'année de parfait achèvement ;
- l'ensemble des garanties demandées ;
- à la souscription des polices d'assurances exigées dans le cadre du présent marché ;
- l'intervention simultanée avec d'autres corps d'état et les incidences du phasage de ces interventions ;
- la protection des équipements existants et le nettoyage du chantier ;
- tous les autres frais supportés par le titulaire pour l'exécution de la prestation.

Les quantités indiquées dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire fourni aux candidats dans le dossier de consultation des entreprises sont données à titre indicatif. Elles doivent être vérifiées par l'entrepreneur pour l'établissement de son offre.

Les différences éventuellement constatées entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de prix ne peuvent conduire à une modification du prix.

Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Date d'établissement des prix :

Les prix sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

21.2 Révision des prix

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du marché sont révisables tous les trois (3) mois à compter de la date de notification du marché, à la hausse comme à la baisse, conformément à l'application de la formule paramétrique ci-après.

Les index de référence sont propres à chaque lot. Leurs valeurs sont à consulter au Moniteur des Travaux Publics, sur le site du Ministère du développement durable ou sur le site de l'Insee aux adresses suivantes :

<https://www.lmp-assistants.application.equiepeement.gouv.fr/jsp/accueil.jsp>

<https://www.insee.fr/fr/001710986>

Le prix de règlement est égal au prix initial pendant les trois (3) premiers mois d'exécution du marché.

À l'issue de cette période, puis lors de chaque échéance du marché (tous les trois (3) mois à compter de l'issue de la période)), le prix de règlement est le prix initial révisé à la hausse comme à la baisse par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times \frac{A_1}{A_0}$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P = Prix initial

A0 = index connu à la date de remise des offres

A1 = index connu à la date de révision des prix.

La révision des prix se fait par index propre à chaque corps d'état :

$$\text{Lot 1 : } P = P_0 \times \frac{bt01_1}{bt01_0}$$

$$\text{Lot 2 : } P = P_0 \times \frac{bt27_1}{bt27_0}$$

$$\text{Lot 3 : } P = P_0 \times \left(\frac{50\%bt08_1 + 20\%bt46_1 + 16,5\%bt18a_1 + 13,5\%bt10_1}{50\%bt08_0 + 20\%bt46_0 + 16,5\%bt18a_0 + 13,5\%bt10_0} \right)$$

$$\text{Lot 4 : } P = P_0 \times \frac{bt47_1}{bt47_0}$$

$$\text{Lot 5 : } P = P_0 \times \left(\frac{46\%bt38_1 + 37\%bt40_1 + 17\%bt41_1}{46\%bt38_0 + 37\%bt40_0 + 17\%bt41_0} \right)$$

Le titulaire s'engage à fournir, au moment de la révision de prix, soit tous les trois (3) mois, une copie ou un extrait des indices et tout autre justificatif permettant d'apprécier et d'appliquer la révision de prix.

Lorsque la révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

ARTICLE 22 - MODALITES DE REGLEMENT

22.1 Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Une avance est accordée au titulaire si le montant initial du lot est supérieur à 50.000 euros HT.

Le titulaire peut toutefois en refuser le versement.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique, à 5% du montant initial TTC du marché.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé dans les documents de la consultation, compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

En application des articles R. 2191-11 à R. 2192-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65% du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Conformément aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-14 du code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant du maître d'ouvrage. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

22.2 Acomptes mensuels

Le titulaire a droit au versement d'acomptes mensuels dans les conditions prévues par le CCAG-Travaux.

22.2.1 Demandes de paiement mensuelles - Projets de décomptes mensuels

Les projets de décomptes mensuels sont établis par le titulaire, adressés au maître d'œuvre et acceptés ou rectifiés par ce dernier dans les conditions telles qu'établies par l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Le titulaire adresse les projets de décomptes mensuels au maître d'œuvre via le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr>.

22.2.2 Etats d'acomptes mensuels

L'état d'acompte est dressé par le maître d'œuvre, notifié au titulaire et les sommes que le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage réglées dans les conditions telles qu'établies par l'article 12.2 du CCAG Travaux.

22.3 Décompte final - Décompte général - Solde

La procédure permettant de déterminer le solde à verser au titulaire est régie par le CCAG-Travaux.

22.3.1 Projet de décompte final

Le projet de décompte final est établi par le titulaire, adressé au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, puis accepté ou rectifié par le maître d'œuvre dans les conditions telles que fixées par l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire adresse le projet de décompte final au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre via le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr>.

22.3.2 Décompte général - Solde

L'article 12.4 du CCAG-Travaux fixe les conditions dans lesquelles :

- le projet de décompte général est établi par le maître d'œuvre ;
- le décompte général est signé par le pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire ;
- le décompte général est renvoyé par le titulaire avec ou sans réserves (décompte général et définitif) ;
- le solde est réglé au titulaire.

Le titulaire adresse le décompte général et définitif au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre via le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr>.

ARTICLE 23 - REGIME FINANCIER

23.1 Emission des demandes de paiement

Conformément aux articles 22.2.1, 22.3.1 et 22.3.2 ci-dessus, le titulaire adresse ses projets de décomptes mensuels, son projet de décompte final et le décompte général et définitif via le portail « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

Les demandes de paiement, en plus des informations prévues par le CCAG-Travaux et à l'article 22 du présent CCAP, comportent :

- la référence du marché ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le n° Siret du titulaire.

Conformément aux articles 22.2.2 et 22.3.2, les demandes de paiement font l'objet d'une vérification par le maître d'œuvre.

Le pouvoir adjudicateur règle au titulaire :

- les acomptes que le maître d'œuvre propose de régler ;
- le solde, tel qu'issu du décompte général et définitif.

Le pouvoir adjudicateur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte dont le titulaire a fourni les références dans l'acte d'engagement, sauf modification des relations contractuelles par recours aux procédures de nantissement (cession de créance, opposition, etc.) transférant les droits du titulaire, selon les règles prévues en la matière, conformément aux articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En cas de groupement, le règlement est effectué conformément aux dispositions des articles 12.5 du CCAG-Travaux.

23.2 Délai global de paiement

23.2.1 Point de départ du délai de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché, sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au titulaire est de 30 jours.

Le point de départ du délai de paiement est fixé :

- à la date de réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre, pour les projets de décomptes mensuels, conformément à l'article R. 2192-12 du code de la commande publique ;
- à la date de réception par le maître d'ouvrage du décompte général et définitif, conformément à l'article R. 2192-16 du code de la commande publique.

En cas de versement d'une avance en application des articles R. 2191-3 et suivants du code de la commande publique, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du marché.

23.2.2 Suspension du délai de paiement

Le délai peut être suspendu une fois, s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Si le maître d'œuvre constate de telles erreurs ou incohérences, il en alerte le maître d'ouvrage.

La suspension du délai de paiement fait alors l'objet d'une notification au titulaire par le pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par le pouvoir adjudicateur, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours.

23.2.3 Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

23.2.4 Délai de paiement du sous-traitant direct

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct en application de l'article L. 2193-10 du code de la commande publique est identique à celui applicable au titulaire.

Ce délai court à compter de la date à laquelle le pouvoir adjudicateur a connaissance de l'acceptation expresse ou implicite par le titulaire des pièces justificatives servant de base au paiement direct.

Le délai de paiement du sous-traitant court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire d'un marché sur le paiement demandé.

A défaut de notification d'un accord ou d'un refus par le titulaire dans le délai mentionné à l'article R. 2193-12 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter soit de l'expiration de ce délai, soit de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14 du même code.

23.2.5 Modalités de paiement

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 24 - SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché, le titulaire indique dans son offre la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter. La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

S'il envisage de recourir à la sous-traitance en cours d'exécution du marché, le titulaire doit obligatoirement en informer le pouvoir adjudicateur et lui adresser une déclaration de sous-traitance dans les conditions telles que fixées à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur s'assure, sur cette base, de la compétence technique et des garanties financières du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur peut soit :

- accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.
- refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la bonne réalisation des prestations que le titulaire souhaite lui confier.

Le titulaire précise l'organisation et la répartition des prestations.

Il s'engage à s'assurer du respect de l'ensemble des stipulations du présent marché par le sous-traitant.

Le titulaire demeure, en toutes hypothèses, responsable du sous-traitant et garant des prestations qu'il exécute.

Le titulaire communique le contrat de sous-traitance lorsque le pouvoir adjudicateur en fait la demande.

Lorsque le montant des prestations confiées au sous-traitant est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant est payé directement par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions définies aux articles R. 2193-10 et suivants du code de la commande publique.

Les stipulations relatives au délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct sont prévues à l'article 23.2.4 du présent CCAP.

Une éventuelle sous-traitance indirecte dans le cadre du présent marché est soumise aux dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG-Travaux.

Le non-respect des présentes obligations peut entraîner la résiliation du marché pour faute, conformément à l'article 30.1 ci-dessous.

ARTICLE 25 - REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

25.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

En application de l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - c) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D. 8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le titulaire doit adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr/>, rubrique « Connexion fournisseur ».

25.2 Sanction en cas d'irrégularités constatées

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, à la suite de l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation.

Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut alors décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 26 - ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit à toutes les assurances nécessaires pour garantir toutes les conséquences dommageables des actes qu'il serait susceptible de causer de son fait ou du fait de tiers auxquels il fait appel dans le cadre du présent marché. Les dommages causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur ou de tiers par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

Le titulaire reconnaît être responsable du personnel et des moyens mis à la disposition du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire doit être assuré pour couvrir :

- sa responsabilité civile d'exploitation et professionnelle qu'il peut engager à l'occasion des actes de toute nature accomplis pendant l'exécution du marché ;
- sa responsabilité décennale, conformément aux dispositions de l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques couverts et sa période de validité dès qu'il est informé par le pouvoir adjudicateur qu'il est envisagé de lui attribuer le marché.

Le titulaire s'engage également à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation. A cet effet, il présente les polices et/ou les quittances correspondantes, à tout moment durant l'exécution du marché, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Le non-respect des présentes stipulations expose le titulaire à une résiliation du marché pour faute, conformément à l'article 30.1 ci-dessous.

ARTICLE 27 - GARANTIES

27.1 Garanties financières

27.1.1 Retenue de garantie

Il est prévu, dans le cadre du présent marché, une retenue de garantie pour chacun des cinq (5) lots.

La retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie de parfait achèvement lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est de 5 % du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Il est de 3% si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes mensuels et sur le solde.

Lorsque le marché prévoit une retenue de garantie, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

27.1.2 Garanties de substitution : garantie à première demande ou caution personnelle et solidaire

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, avec l'accord du pouvoir adjudicateur, une caution personnelle et solidaire.

La garantie de substitution est établie conformément au modèle fixé par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire.

Le pouvoir adjudicateur peut refuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

Lorsque la garantie de substitution a été constituée après la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

27.2 Garanties de parfait achèvement, de bon fonctionnement et décennale

Les travaux objet du présent marché font l'objet d'une garantie de parfait achèvement, dans les conditions définies à l'article 44 du CCAG Travaux, d'une durée d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Ils font également l'objet d'une garantie biennale de bon fonctionnement et d'une garantie décennale dont le point de départ est également fixé à la date d'effet de la réception des travaux.

Les CCTP des lots 1 à 5 peuvent également comporter des garanties spécifiques à certains matériels installés.

ARTICLE 28 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et restent responsables du respect celles-ci. Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent marché, le titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 29 - CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

29.1 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale (clause de réexamen)

Lorsque le changement de situation du titulaire entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, ...), il peut être envisagé d'établir un avenant entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau titulaire portant transfert du marché. Le pouvoir adjudicateur n'est pas contraint d'accepter la passation dudit avenant.

En cas d'acceptation, des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau R.I.B. seront à fournir.

Conformément à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le pouvoir adjudicateur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Le non-respect par le titulaire de son obligation d'information de changement de situation peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, conformément à l'article 30.1 du présent CCAP.

29.2 Changement entraînant la modification du groupement titulaire (clause de réexamen)

Au cours de l'exécution du présent marché, lorsqu'un changement (*sortie volontaire du groupement et remplacement dans celui-ci avec accord des autres membres, rachat d'un des membres du groupement, modification sociale, etc.*) entraîne la modification du groupement d'opérateurs économiques titulaire du présent marché, les parties conviennent de se rapprocher afin d'envisager, sous réserve que le ou les nouveau(x) membre(s) dudit groupement apporte(nt) la preuve de sa/leur capacité à assurer la continuité de l'exécution du marché, la passation d'un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau groupement.

ARTICLE 30 - CONDITIONS DE RESILIATION ET DE LIQUIDATION DES PRESTATIONS

Quelle que soit la cause de la décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, la date portée sur l'avis de réception faisant foi.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de résiliation, les opérations de liquidation sont réalisées et le décompte de liquidation est établi dans les conditions fixées à l'article 51 du CCAG Travaux.

30.1 Résiliation aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée sans effet, dans les cas suivants :

- en cas de refus d'exécuter un ordre de service, après mise en œuvre des mesures coercitives prévues à l'article 48 du CCAG-Travaux ;
- en cas de non-respect des obligations générales lui incombant, conformément à l'article 19.1 du présent CCAP ;

- en cas de non-respect du secret professionnel et des obligations de discrétion professionnelle et de confidentialité prévus à l'article 19.2 du présent CCAP ;
- en cas de non-respect de son obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 29 du présent CCAP ;
- en cas de retard dans la réalisation des prestations conformément à l'article 20 du présent CCAP ;
- en cas d'absence de proposition de remplaçant ou si le maître d'ouvrage n'a agréé pas les remplaçants, conformément à l'article 17.2.2 du présent CCAP ;
- en cas d'irrégularité constatée dans la situation fiscale et sociale du titulaire, conformément à l'article 25 du présent CCAP ;
- en cas de recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable de ses conditions de paiement conformément à l'article 24 du présent CCAP ;
- en cas de non-production des attestations d'assurances dans les conditions de l'article 26 ci-dessus.

Tout autre cas de résiliation aux torts du titulaire est prévu à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ce dernier ne saurait prétendre à aucune indemnité.

Le maître d'ouvrage peut décider, en vue d'achever les travaux, de passer un marché aux frais et risques du titulaire avec un autre entrepreneur.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des livrables réalisés par le titulaire.

30.2 Résiliation sans faute du titulaire

Le marché peut aussi être résilié, à tout moment, à la seule initiative du pouvoir adjudicateur et en l'absence même de faute du titulaire, dès lors que le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure. La résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut également faire application des articles 46.1, 46.2 et 46.4 du CCAG Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation égale à 5% de la différence entre le montant hors taxes du marché et le montant hors taxes des prestations reçues.

La résiliation unilatérale ne remet pas en cause la cession, au profit du pouvoir adjudicateur, des droits de propriété des livrables réalisés par le titulaire.

30.3 Opérations de liquidation

En cas de résiliation, il est procédé aux constatations relatives aux travaux effectués, à l'inventaire des matériaux approvisionnés, ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, conformément à l'article 51.1 du CCAG-Travaux.

Ces constatations donnent lieu à l'établissement d'un procès-verbal par le maître d'œuvre. Ce procès-verbal, signé par le maître d'ouvrage, emporte réception des travaux exécutés, avec date d'effet de la résiliation tant pour le point de départ des délais de garantie que pour le point de départ prévu pour le règlement final du marché.

Une liquidation des comptes est effectuée.

Le décompte de liquidation se substitue au décompte général. Il est notifié au titulaire par le pouvoir adjudicateur. Son contenu est défini à l'article 51.2 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 31 - REGLEMENT DES LITIGES

Le présent marché est soumis au Droit français.

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations, objet de ce dernier.

En cas d'échec des tentatives de règlement amiable des différends, le titulaire, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage mettent en œuvre le processus de règlement des litiges décrit à l'article 55 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 32 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

CCAG - Travaux	CCAP
<u>Article 3.2.2 « Modalités de computation des délais d'exécution des prestations »</u>	<u>Article 9 « Préparation des travaux »</u> Les délais d'exécution mentionnés dans le calendrier détaillé d'exécution sont exprimés en jours ouvrés
<u>Article 4.1 « Ordre de priorité »</u>	<u>Article 5 « Documents contractuels »</u> <ul style="list-style-type: none"> • l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ; • le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 03_26; • le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 03_26 commun à tous les lots et ses annexes ; • les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) n° 03_26 propres à chaque lot et leurs annexes ; • le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; • le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément à l'article 9 ci-dessous, comportant les dates de début et de fin des travaux ; • l'offre technique (composée du CRT et du mémoire technique) et financière (prix figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire).
<u>Article 19 « Pénalités, primes et retenues »</u>	<u>Article 20 « Pénalités »</u> Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.
<u>Article 28 « Préparation des travaux »</u>	<u>Article 6 « Durée du marché »</u> <u>Article 9 « Préparation des travaux »</u> La période de préparation est d'une durée de 1 mois